



MAGAZINE

Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

D U C H E D S

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : UN ENJEU DE SÉCURITÉ NATIONALE



- | | |
|----|--|
| 4 | L'insécurité alimentaire en Afrique : source d'instabilité imminente |
| 7 | Témoin des premières heures : Colonel (er) Mamadou SAMBE, ancien Directeur des Formations au CHEDS |
| 10 | Célébration des 10 (dix) ans du CHEDS |
| 11 | Rétrospective |

LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



Le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité va fêter tout au long de l'année 2023 ses dix (10) ans d'existence.

Dans la vie d'une institution, cela peut sembler court, mais au regard des efforts déployés, depuis 2013, pour assurer, d'abord, la viabilité de ce projet, puis sa pérennité, chaque jour compte.

Les balbutiements, les incertitudes, les impasses, les échéances et, parfois, les éclairs de génie inhérents à toute nouvelle création ont marqué de rides profondes les fondations du CHEDS. Sans pour autant émousser la volonté de tous ces précurseurs (directeurs généraux, officiers rédacteurs, intervenants civils comme militaires, employés civils comme militaires en détachement) de bâtir un outil digne des ambitions du Sénégal, en matière de prospective, d'analyses, de propositions et de formation dans le domaine de la défense et de la sécurité. Je voudrais, ici, leur témoigner toute notre reconnaissance pour l'œuvre accomplie.

A Dieu ne plaise, ce n'est pas au CHEDS qu'on entend solliciter du temps, à l'instar de Lamartine, qu'il suspende son vol, car au fil des ans, le CHEDS s'est efforcé d'affiner ses champs disciplinaires, ses méthodologies et de nouer des partenariats féconds, afin d'exécuter la plénitude des missions qui lui sont confiées.

Longue vie donc au CHEDS et puissent les fruits être toujours à la hauteur de la promesse des fleurs.

Général de brigade Jean DIEME,

Directeur général du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité

SOMMAIRE

L'insécurité alimentaire en Afrique : source d'instabilité imminente

04

Témoin des premières heures : Colonel (er) Mamadou SAMBE, ancien Directeur des Formations au CHEDS

07

Célébration des dix (10) ans du CHEDS

10

Rétrospective

11

L'insécurité alimentaire en Afrique : source d'instabilité imminente



En élargissant la notion, l'insécurité alimentaire désigne le fait de ne pouvoir accéder de façon régulière à une alimentation adéquate (réduire les portions par exemple, ou sauter des repas). L'insécurité alimentaire fait référence à un manque d'accès à une nourriture suffisante, en revanche le terme « sécurité alimentaire » correspond à l'accès physique, social et économique de tous et à tout moment à une nourriture à même de satisfaire les besoins énergétiques et les préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

Elle repose ainsi sur quatre piliers : la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture, l'utilisation de la nourriture, la stabilité de la disponibilité alimentaire et de l'accès aux aliments de qualité. À ce titre, la sécurité alimentaire apparaît comme un des piliers fondamentaux de la sécurité humaine dans un contexte marqué par ce qu'Oxfam appelle le

cocktail explosif des trois C : Conflits, COVID-19 et Crise climatique.

Selon la Banque mondiale, de plus en plus de pays sont confrontés à des niveaux croissants d'insécurité alimentaire, qui réduisent à néant des années de progrès en matière de développement, mettant également en péril la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. La crise sanitaire avec la pandémie de la COVID-19 et la guerre en Ukraine n'ont fait qu'aggraver et généraliser une situation alimentaire déjà très fragile, touchant en particulier les ménages les plus vulnérables presque partout dans le monde. Malgré des perspectives favorables concernant l'offre mondiale de denrées alimentaires, les prix de la nourriture sont proches de leurs niveaux records, tandis que le coût élevé du transport alourdit la facture des importations. Mais au-delà de l'insécurité alimentaire en Afrique, des

défis sécuritaires qui lui sont liés et, enfin, des mécanismes de l'accessibilité des produits alimentaires, ce sont surtout les situations d'instabilité qui interpellent. Dans ce texte, nous essayerons de passer en revue, tour à tour, les manifestations de l'insécurité alimentaire en Afrique ; les défis sécuritaires qui lui sont liés et enfin les mécanismes de résilience face à cette problématique.

L'insécurité alimentaire : quelles manifestations ?

Selon le rapport des Nations Unies sur l'état de la sécurité alimentaire dans le monde, entre 720 et 811 millions de personnes ont connu la faim en 2020 – soit environ 118 millions de plus qu'en 2019, si l'on prend en compte le milieu de la fourchette de prévision

(768 millions). Mais pratiquement 2,37 milliards de personnes (30 % de la population mondiale) n'ont pas eu accès à une nourriture adéquate en 2020 – une hausse de 320 millions d'individus en l'espace d'un an. De même, lors de la 32e Session de la Conférence régionale pour l'Afrique de la FAO (ARC32) du 11 au 14 avril 2022 en Guinée Equatoriale, dont le thème portait sur la transformation des systèmes agroalimentaires, la FAO soulignait que près de 250 millions d'Africains « ne mangent pas assez chaque jour, près d'un milliard n'ont pas les moyens d'acheter des aliments nutritifs et que les pays du continent continuent de faire face aux impacts économiques de la pandémie de COVID-19 ». Par ailleurs, les 2/3 de la population des pays les moins avancés (PMA) vivent dans les zones rurales, où la pauvreté est deux fois plus importante que dans les villes.

L'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les pays du Sud, couplée à des niveaux élevés de pertes et de gaspillages alimentaires dans les pays du Nord, à la pollution agricole et à une pauvreté tenace, prouve que le système alimentaire mondial est encore très fragile pour surmonter le défi de la sécurité alimentaire. Car pour nourrir la planète dans 40 ans, il faudra accroître de 60 % la production agricole, particulièrement dans les pays en développement (PED), qui devront produire près de 80 % de denrées supplémentaires d'ici 2050, selon un rapport commun de la FAO et de l'OCDE intitulé *Perspectives agricoles*, publié le 11 juillet 2012.

Pour ce qui est de l'Afrique, selon la FAO, 232 millions de personnes sont sous-alimentées, soit environ 20 % de la population du continent (soit 8 millions de plus qu'en 2016), contre 12,1 % pour l'Asie et seulement 5,5 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En 2016, elles étaient estimées à 224 millions de personnes, soit 4 millions de plus qu'en 2015, selon la FAO. À celles-là s'ajoutent 227 millions de personnes dans une situation dite de « stress » (la phase précédant la crise selon la classification de la sécurité alimentaire), soit une augmentation de près de 7 %. Ces données confirment ainsi la hausse du nombre de personnes confrontées ou exposées à une insécurité alimentaire aiguë entre 2020 et 2021 en Afrique. Quelques 27 millions de personnes souffrent à ce jour de malnutrition dans la région du Sahel central et du Bassin du Lac Tchad. Un chiffre déjà extrêmement élevé, qui pourrait rapidement atteindre 38 millions de personnes si des mesures ne sont pas prises de manière urgente, selon la FAO, alors qu'on note une « chute brutale de l'aide internationale en Afrique ».

Les raisons de cette situation sont multiples : sécheresses, conflits, impacts de l'épidémie du COVID-19 et maintenant la guerre en Ukraine et ses conséquences, comme l'augmentation du prix des denrées alimentaires. Par ailleurs, l'agriculture africaine doit faire face à des risques climatiques, sanitaires et environnementaux, particulièrement les pays du Sahel où l'essentiel de la production est tributaire des pluies. Dans de telles conditions, les aléas climatiques, la baisse de fertilité des sols et les attaques de ravageurs (oiseaux granivores, criquets pèlerins, etc.) impactent fortement sur les productions. Ce qui fait que les paysans ont du mal à assurer l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, en Afrique de l'Ouest près de 8 millions de personnes seraient en insécurité alimentaire permanente depuis 2016. Bien que des progrès considérables aient été accomplis depuis les années 1990, le changement climatique risque d'augmenter de 600 millions le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2080.

C'était aussi la préoccupation majeure soulevée lors du Forum mondial sur la sécurité alimentaire (Global Food Security Forum), à Rabat en mars 2012. C'est ainsi que le 18 avril 2018, le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), dont l'objectif est d'assurer une veille de la production agricole dans la région afin de prévenir l'insécurité alimentaire, avait attiré l'attention sur la situation. Pourtant l'année 2014 avait été décrétée Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire par l'Union Africaine, lorsque les chefs d'État du continent avaient ratifié à Malabo une déclaration sur le sujet, avec comme

objectif de réduire de moitié la pauvreté sur le continent d'ici 2025.

La sécurité alimentaire a été au cœur de la réunion des Conseils économiques et sociaux de 77 pays d'Afrique à Brazzaville en mai 2015, car le premier objectif fixé à Maputo et à Malabo était loin d'être atteint. Cette même thématique a été aussi au centre du Sommet sur les enjeux alimentaires au Sahel, qui s'est tenu au Bénin du 4 au 8 décembre 2017. Le sommet régional en Gambie sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest en décembre 2018, à l'occasion de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, a été également l'occasion de mettre sur la table les risques alimentaires dans la région. Il s'agit d'« assurer la sécurité alimentaire, c'est-à-dire permettre à chaque terroir de développer son potentiel qui lui permette de gagner des revenus avec lesquels le terroir peut se nourrir » pour éviter l'exode des jeunes ruraux vers les villes, qui pourrait aussi les jeter sur les routes de l'émigration clandestine vers l'Europe.

L'insécurité alimentaire comme facteur d'instabilité.

Au-delà des conflits classiques entre agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui les activités agricoles constituent un important facteur d'instabilité, notamment sur le continent africain. Or, en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, le terrorisme accentue encore la situation de l'insécurité alimentaire.

Ainsi, plus que jamais, l'agriculture est au cœur de la géopolitique mondiale. La pandémie du coronavirus et la guerre en Ukraine ont en effet replacé l'alimentation au cœur de la sécurité alimentaire et des enjeux universels, tant pour la sécurité individuelle que collective. Ce contexte, qui se pose aussi comme une nécessité vitale partout sur la planète, est lui-même bouleversé par l'accélération des changements géopolitiques, économiques, environnementaux, sociétaux et technologiques. Les révoltes de la faim, les terres disputées, les conflits autour de l'eau qui se raréfie, la sécurité ou l'insécurité alimentaire sont venus rappeler le rôle pivot de l'agriculture et réaffirmer qu'il n'y a pas de véritable souveraineté sans sécurité alimentaire. Ainsi, semer, cultiver, récolter, transformer et vendre à proximité ou très loin, indispensables à la sécurité alimentaire mondiale, et le mode de régulation qui prévaut structurent désormais des jeux de pouvoirs qui organisent les relations internationales, échappant très souvent aux producteurs agricoles, en particulier les petits des zones rurales (par exemple pour le choix de semences certifiées).

Par ailleurs, l'idéologie, qui a consisté depuis une cinquantaine d'années à dire qu'il suffirait, pour l'Afrique, d'exporter ses matières premières et avec les devises gagnées d'importer de quoi nourrir sa population, a conduit à l'échec de toutes les politiques agricoles initiées sur le continent.

Les Accords de partenariat économiques (APE) ont contribué, par ailleurs, à entretenir cette extraversion alimentaire de l'Afrique, car les APE ont eu pour effets pervers de drainer l'exportation des surplus de la Politique agricole commune européenne (PAC) vers le continent africain. Ce qui ne fait qu'aggraver l'insécurité alimentaire sur le continent. Face au contexte de changement climatique et d'incapacité de l'agriculture africaine à répondre correctement aux besoins domestiques en matière d'autosuffisance alimentaire, conjugué aux conjonctures mondiales de ces dernières années (pandémie du COVID-19, puis guerre en Ukraine...), il est important de circonscrire les vulnérabilités et les capacités de résilience des pays africains, en vue d'améliorer ou de corriger, tant pour les systèmes de production que les appuis des États à ce secteur, ô combien stratégique pour l'affirmation de la souveraineté.

De toute évidence, c'est pour faire face aux chocs susmentionnés que la CEDEAO a mis en place, depuis 2013, avec le soutien de l'Union européenne et l'Agence française de développement, la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA), qui est un mécanisme de résilience,

désormais pleinement opérationnel depuis 2017. Mais, un tel système est-il suffisant et efficient ?

En réalité, le monde n'est pas confronté à des problèmes de production alimentaire. La problématique de l'insécurité alimentaire est plutôt la résultante d'une répartition inéquitable des richesses et le renforcement du pouvoir de certains acteurs de la mondialisation, notamment les firmes transnationales. La plupart des gens qui ont faim dans le monde sont des ruraux, parce qu'ils n'ont pas accès aux terres, alors que les multinationales accaparent toutes les ressources. De même, la production de calories sur la planète est suffisante pour nourrir toute la population mondiale, mais une partie de la nourriture produite est gaspillée. Aujourd'hui, le changement climatique rend encore plus tendue la compétition autour de l'accès aux ressources naturelles : terre, eau, pâturages...

Ainsi, il y a donc urgence de revoir la gouvernance des systèmes alimentaires mondiaux dans leur configuration actuelle. Les conflits et les aléas climatiques sont aussi en cause, estime la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). Il est donc urgent d'agir pour promouvoir l'autosuffisance alimentaire en Afrique pour la sécurité tout court !

Dr Djibril Diop

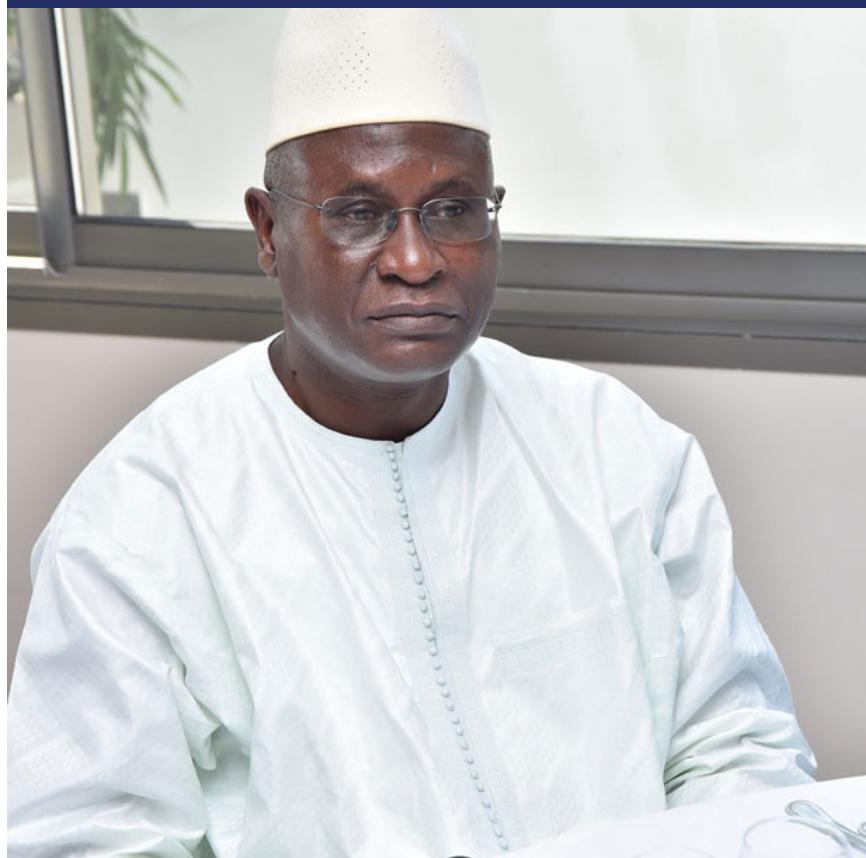
Président du Conseil de surveillance de l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA)

Bibliographie

DIOP D. et SARR E. M. (2022). Les fermes Naatangué de l'Anida. Des modèles d'exploitations agricoles pour la modernisation de l'agriculture sénégalaise. Dakar, l'Harmattan, 380 p.

AGRISUD (2020). Guide. Agriculture et dynamique de territoire. Paris, Agrisud, 174 p.

Témoin des premières heures : Colonel (er) Mamadou SAMBE, ancien Directeur des Formations au CHEDS



Rétrospective / Projection

En janvier 2023, le CHEDS célébrera ses 10 années d'existence durant lesquelles vous avez été présent ; si vous deviez vous projeter sur les 10 prochaines années, ou verriez vous le Centre ?

Quel que soit le domaine que nous choisissons de questionner, une des clés du succès de la préparation de l'avenir est la maîtrise du temps présent. Sous ce rapport, on peut se réjouir que le CHEDS ait réussi sa phase d'installation comme Centre de référence dans la réflexion de niveau stratégique sur les questions de défense et de sécurité. Nos programmes de formation, de création d'espaces d'échange et de dialogue, de recherche-action et d'appui conseil sont aujourd'hui maîtrisés et répondent des besoins réels bien identifiés. J'ai eu le privilège de vivre cette aventure humaine avec des personnes de grande qualité engagées et déterminées à poursuivre la quête d'excellence.

Les succès que nous pourrions obtenir dans les dix prochaines années seront donc surtout tributaires de notre clairvoyance, de nos capacités d'anticipation et d'adaptation à l'évolution des besoins actuels et aux besoins nouveaux qui viendraient à être identifiés. Pour cela nous devrons inscrire notre action dans l'évaluation permanente et l'innovation tout en veillant à maintenir, en toutes circonstances, un rapport objectif de ce que nous faisons sur le plan théorique avec la réalité des besoins nationaux et africains en matière de défense et de sécurité. Je reste optimiste pour la réalisation, à l'horizon 2035, d'un CHEDS ouvert à l'international, qui ne soit pas seulement un Centre de référence pour le Sénégal et la partie francophone de la sous-région mais aussi un outil performant au profit des décideurs des secteurs public et privé qui s'intéressent aux questions de défense et de sécurité en Afrique.

Parcours / Expérience

Vous avez été Directeur des formations du CHEDS depuis ses débuts. Vous avez participé à son évolution. Que retenez-vous de cette expérience ?

Mon compagnonnage avec le CHEDS a constitué un défi personnel permanent pendant environ dix ans parce qu'il me fallait, sous l'autorité des Directeurs généraux qui se sont succédés la tête du Centre, concevoir, donner une silhouette et mettre en place des activités de formation et de création d'espaces d'échange et de dialogue au profit de cibles nombreuses et variées.

Personnellement, j'ai bénéficié de l'avantage de la stabilité dans le temps long pour proposer une politique de formation relativement cohérente et prenant en compte progressivement tous les aspects de la mission générale du CHEDS.

Au plan humain, l'esprit de groupe qui s'est bâti progressivement, la bonne qualité du lien hiérarchique vertical et des relations horizontales avec les autres services du Centre ont beaucoup contribué à la réalisation de nos objectifs de formation. Aujourd'hui, sans verser dans l'autosatisfaction, on peut raisonnablement penser que le CHEDS a réussi, en dix ans, s'imposer au niveau national, comme un Centre de référence en matière de défense et de sécurité.

Cela a été un défi professionnel et humain important pour tous ceux qui étaient engagés dans cette expérience, du Directeur général au plus modeste personnel d'appui ou de soutien.

Conseils / Recommandations

Quels conseils prodigueriez-vous à la communauté du CHEDS afin d'assurer la pérennité de cette belle institution ?

L'expérience montre que les Centres d'études de haut niveau valent à la fois par la qualité des programmes qu'ils proposent ainsi que de leurs cibles mais également par le dynamisme et les initiatives de leurs associations d'alumni. Le CHEDS ne fait pas d'exception et devrait s'attacher à organiser davantage et innover sa « Communauté du CHEDS » qui a un rôle important à jouer dans la promotion externe des valeurs et programmes portés par le Centre.

La première étape devrait consister à donner une existence formelle à la « Communauté du CHEDS » en introduisant auprès de l'administration un dossier de demande de récépissé s'appuyant sur un projet de statut et une identification précise des personnes responsables de la future association.

L'étape suivante, une fois le statut d'association acquis, consistera à déterminer de manière consensuelle les modalités pratiques de garantir le partage de l'information et le suivi régulier des activités du Centre par les membres de l'association ainsi que la promotion d'initiatives visant à appuyer ou soutenir les activités du CHEDS auprès du grand public ou de cibles particulières.

Le Centre comptant déjà un nombre important d'alumni dans les structures de décision publiques et privées, il importe que ces derniers interagissent, prennent le lead, initient un plan d'action volontariste, à la fois ambitieux et réaliste, assorti d'un horizon raisonnable de court terme, d'un à deux ans, et lancent leurs activités, en liaison avec la Direction générale du CHEDS qui pourrait leur apporter le soutien matériel et immatériel nécessaire.

C'est cela le prix à payer pour disposer d'une « Communauté du CHEDS » viable et en harmonie avec le Centre qu'il est censé accompagner et promouvoir au plan national comme international.



Biographie

Directeur de la Formation au Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) 2015 - 2023

Commandant de la Zone militaire n°1 de 2010 à 2013

Commandant de l'ENOA de 2007 à 2010

Chef du Centre de planification et de conduite des opérations de 2006 à 2007

Inspecteur Terre à l'IGFA de 2005 à 2006

Adjoint Opérations au Commandant de Zone (à Dakar puis Tambacounda) de 2003 à 2005

Chef de corps Bataillon d'artillerie de 2001 à 2002

Adjoint au chef de cabinet du CEMGA de 2000 à 2001

Chef du bureau Emploi de l'Etat-major de l'Armée de terre de 1999 à 2000

ADC du général, IGFA de 1998 à 1999

Rédacteur à la Division Technique Emploi de l'EMGA de 1996 à 1998

Chef Bureau Instruction puis Directeur de l'instruction de l'ENSOA de 1994 à 1996

Commandant de batterie 105/155 mm de 1991 à 1994

Chef de section à l'ENOA de 1990 à 1991

Officier de tir 105/155 mm de 1989 à 1990

Officier de tir 105 mm de 1987 à 1988

Observateur puis officier de reconnaissance 105/155 mm de 1986 à 1987

Décoration

Croix de la valeur militaire

Chevalier de l'ordre du mérite

Chevalier de l'ordre national du lion

Médaille commémorative GOMNUU (Irak)

Médaille commémorative ONUCI (Côte d'Ivoire)

Médaille commémorative MINUSMA (Mali)

Médaille de la défense nationale

10 ans du CHEDS...



Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité

Savoir - Excellence - Sécurité

CÉLÉBRATION DES DIX 10 ANS

Les activités majeures

| Randonnée pédestre

| Colloque scientifique

| Dons aux écoles

Cérémonie de levée des couleurs

À l'occasion de la célébration des dix (10) ans du Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité - CHEDS, une cérémonie spéciale de levée des couleurs s'est tenue, ce mardi 03 janvier 2023, à partir de 09h30 dans l'enceinte du CHEDS sous la présidence du Directeur général.

Cette cérémonie officielle a marqué le début de la commémoration des 10 ans du Centre.



Format digital : cliquer sur l'image pour lire la vidéo

Support imprimé : ouvrir le lien <https://youtu.be/90c7zUiT-lY> dans un navigateur



Général de Corps aérien (2S) Mamadou Mansour SECK

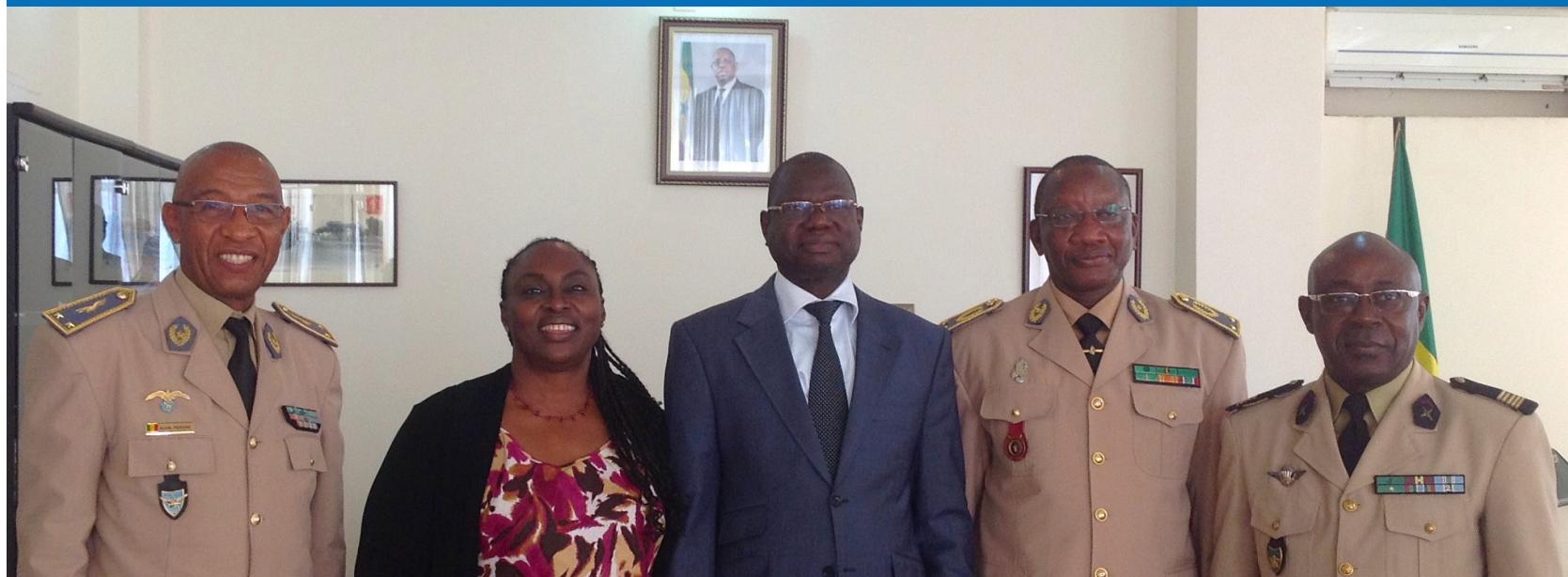
Président du Conseil d'Administration - CHEDS depuis 2016

Rétrospective

Premier logo du Centre



2013 - 2015





“hd Centre for
Humanitarian
Mediation for peace

Inclusion et Processus de Négociation
<<L'approche genre de la Négociation au Mali>>
Dakar du 25-27-06 2013 au Lagon2



**PREMIÈRE ACTIVITÉ INTERNATIONALE
AVEC LE DCAF ET LE CICR SUR LE
DOCUMENT DE MONTREUX**

2015 - 2019



2019 - 2020



2020 - 2022



LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DU CHEDS



Général de brigade Jean DIEME,

Directeur général du CHEDS depuis novembre 2022



Général de division Mbaye CISSE,

Directeur général du CHEDS - 2020 à 2022



Général de brigade (CR) Amadou Anta GUEYE,

Directeur général du CHEDS - 2019 à 2020



Général de brigade (CR) Paul NDIAYE,

Directeur général du CHEDS - 2015 à 2019



Général de brigade (CR) Alain PEREIRA,

Directeur général du CHEDS - 2013 à 2015



Centre des Hautes Études de Défense et de Sécurité

Savoir - Excellence - Sécurité



12 Rue du Port, Dakar, Boulevard de la Défense



+221 33 842 70 23



www.cheds.gouv.sn



CHEDS SENEGAL



cheds.senegal



CHEDS officiel



@cheds_